

MINAS ANALYTIS

LA RESTRUCTURATION ÉCONOMIQUE EN URSS: UNE ANALYSE RÉTROSPECTIVE DE LA NOUVELLE GESTION SOVIÉTIQUE

“Quelquefois, nous reprochons aux organes du Gosplan, et aux ministères d’avoir violé les intérêts du consommateur, et d’avoir causé des pertes à la production. Quand tant de personnes commettent des erreurs, il est nécessaire d’en trouver les raisons, pas uniquement dans leurs caractéristiques individuelles, mais avant tout dans le système lui-même; plus précisément dans la théorie de planification qui conçoit la gestion de l’économie par un centre omniscient”

E. G. Liberman
Economiste soviétique

Au-delà des tentatives de réforme entreprises depuis le début des années 1960 jusqu’à aujourd’hui, l’objectif prioritaire des réformateurs soviétiques est resté inaltérable: introduire au mécanisme économique, hérité du modèle de gestion stalinienne, des instruments de guidage et de contrôle, afin de rendre plus efficace le fonctionnement de l’économie, sclérosée par l’emprise quasi-totale de l’idéologie sur la vie économique.

L’introduction de ces instruments devait respecter les contraintes systémiques, et par conséquent les réformateurs étaient obligés d’en tenir compte pour formuler leurs schémas alternatifs. Les mesures prises périodiquement étaient censées redonner une nouvelle pulsion à l’appareil productif, facilitant ainsi la réalisation des objectifs centralement assignés au moindre coût. Cette pulsion aurait modifié la base de production, de sorte que le progrès technique puisse s’y incorporer plus facilement.

La supériorité du système socialiste sur le plan de l’avance technologique constitue par principe une caractéristique très importante, capable de mettre à pied d’égalité les deux systèmes, par définition antagonistes. Un antagonisme basé sur le renforcement du système sur le plan de l’expansion militaire. Or, dans leurs choix, les réformateurs soviétiques doivent inclure cette particularité qui, outre des raisons d’ordre idéologique, reflète le poids considérable du pays dans les relations internationales. Remarquons que l’une des fonctions principales du régime est de renforcer constamment sa position

sur le plan militaire et de soutenir l'expansion de sa politique de puissance¹.

Dans le présent article, nous allons essayer d'approcher la restructuration économique en URSS à travers ses problèmes structurels. Nous aurons ainsi plus de chances d'une part de saisir le contenu des réformes, et d'autre part d'émettre des hypothèses concernant l'arrêt ou la poursuite de l'effort entrepris depuis 1985.

Une première conclusion s'impose; la libéralisation de l'économie soviétique de contraintes administratives constitue une tâche ardue et de longue haleine, qui sous-tend la caractéristique principale du système planifié à répondre avec du retard considérable aux tentatives réformatrices. Il serait par conséquent erroné de vouloir interpréter l'effectivité des réformes sans tenir compte de cette caractéristique structurelle. Les réformes peuvent s'accélérer, et devenir effectives, à condition qu'il y ait un recul de l'idéologie de la sphère de gestion économique. Il s'agit certainement d'un objectif difficile (sinon impossible) à réaliser, car le système puise sa légitimité dans l'omniprésence du parti dont la mission consiste à guider toute sorte d'action. Soixante dix ans de gestion administrative ont façonné les esprits, et ils ont créé une continuité dans la poursuite des objectifs du système qui se protège contre les mouvements qui mettraient en péril sa cohésion.

Le double but du nouveau pouvoir est simultanément de nature politique et économique et un nombre important d'analystes réformateurs soviétiques s'y réfèrent².

L'académicien soviétique Abalkine écrit à propos de la réforme radicale du mécanisme économique, qu'elle ne peut aboutir aux résultats escomptés que si elle est réalisée simultanément et en accord avec la transformation du système politique des rapports sociaux, et de la vie spirituelle de la société³. Plus de démocratie alors, plus d'autonomie, plus d'économie. Slogans maintes fois utilisés par la nouvelle ligne réformatrice, qui vise aux changements qualitatifs d'une économie malade et en perte de vitesse. L'URSS, est-elle prête aujourd'hui à dynamiser son économie afin de participer efficacement à la compétition internationale?

En dépit de la sincérité du langage, la réponse demeure incertaine. En

1. O. Sik, *Pour une troisième voie*, PUF, 1978, page 130.

2. La sociologue Zaslavskaia, et l'économiste Aganbeguian constituent les maîtres à penser des réformateurs soviétiques.

3. L. Abalkine, "Bases politicoéconomiques de la réforme radicale du mécanisme économique", dans l'ouvrage collectif, *Réforme économique soviétique: recherches et solutions*, page 38.

fin de compte, le destin de la restructuration dépendra de la réaction du facteur humain.

Il n'est certainement pas prêt à assumer le coût de la transformation économique sans qu'il y ait une amélioration substantielle de son niveau de vie.

Le consommateur soviétique doit avant tout pouvoir s'approvisionner dans un marché sans pénuries, et où le rationnement ne sera plus la forme prédominante d'allocation de produits de consommation et de services.

Presque 5 ans après la prise du pouvoir par Gorbatchev, la viande et les produits laitiers sont des produits déficitaires, sans mentionner la crise du logement qui sévit dans les grandes villes. Signes alarmants d'un système de gestion inefficace, et d'une économie qui n'a pas encore pu orienter son appareil productif vers la satisfaction du consommateur, censé être le pilier de la réussite de la politique de restructuration.

I. LES PROBLÈMES STRUCTURELS DE L'ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE

La vraie dimension des mesures de restructuration économique doit être analysée par rapport aux problèmes structurels de son économie. Or, si le mécanisme économique souffre d'une série de disfonctionnements affectant le processus productif, ceci est l'aboutissement inévitable des instruments de guidage et de contrôle économique vers la moindre efficacité⁴.

Cette évolution combinée avec la détérioration de variables naturelles du système (épuisement des ressources naturelles, grave problème démographique, e.t.c.) ont débouché sur la chute du taux de croissance du produit matériel net, qui suivant une simple extrapolation, atteindra le zéro au milieu des années quatre-vingt-dix⁵.

La décennie que l'URSS doit traverser constitue une période cruciale; ou bien il y aura une transformation de son économie par le perfectionnement de ces instruments, ou bien elle restera une grande puissance stratégique à économie sous-développée.

Etant donné que les variables naturelles comportent des limites que l'on ne peut pas franchir, la seule condition qui puisse relancer l'économie provient de la réactivation des instruments de guidage et de contrôle, ce qui touche

4. Les prix, le profit, l'intéressement économique constituent quelques uns de ces instruments.

5. M. Ellman, "La situation macro-économique en URSS: rétrospective et perspective", *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 1985.

inévitablement aux mécanismes de préparation-exécution du plan et à la philosophie même de la planification.

Il devient alors impératif de rendre plus souple la gestion aussi bien micro-économique que macroéconomique. Cette position semble être la position prédominante des réformateurs qui voient en elle la réussite de la politique de restructuration. Selon Abalkine, le processus d'amélioration de la planification a besoin d'une réforme radicale, et il doit être divisé en deux sphères relativement autonomes bien qu'interdépendantes⁶. La première embrassant l'ensemble de l'économie, et la deuxième qui s'étend aux problèmes de la régulation des maillons de base de l'économie nationale.

Au regard des problèmes structurels de l'économie soviétique, nous entendons dépersonnaliser les tentatives de réforme, et faire dépendre leur réussite de la capacité du système à fournir des réponses réalistes. Au-delà de la personnalité de Gorbatchev, se situe une série de contraintes systémiques sur lesquelles les réformateurs n'agissent que partiellement. L'existence de ces contraintes délimite leur champ d'action qui se voient obligés d'en tenir compte. Par conséquent, toute tentative d'interprétation des réformes doit prendre en considération ce trait particulier, auquel va éventuellement se heurter l'effort de dynamisation de l'économie soviétique⁷.

1. La non prise en compte de la rareté relative des ressources productives

L'exploitation des ressources productives répond aux critères d'ordre idéologique qui faussent les choix économiques des planificateurs. De ce fait, ils ne sont plus aptes à orienter efficacement l'allocation des ressources productives.

Ce que les planificateurs perçoivent, ce ne sont pas les contraintes objectives du processus économique (contraintes technologiques, et contraintes de disponibilité où de non disponibilité). L'ingérence du parti dans la sphère économique fait que les responsables de la politique économique ne peuvent plus évaluer la valeur réelle de ces contraintes. Par conséquent, le calcul économique que les planificateurs doivent effectuer afin de procéder à un choix entre les solutions possibles est imparfait. Il en résulte une allocation erronée des ressources productives, situation qui facilite leur gaspillage dans l'économie nationale.

6. *Idem*, page 46.

7. Voir aussi: Analytis, "Les réformes de Gorbatchev: un conflit larvé entre le centre et la périphérie", *Annuaire de l'Ecole des Hautes Etudes Industrielles*, Thessalonique 1989

La non prise en compte de la rareté relative des ressources productives se traduit très souvent par des écarts entre les objectifs à atteindre, et les ressources réellement existantes qui serviront à la réalisation de ces objectifs. Il s'agit d'un problème chronique de l'économie soviétique portant atteinte à la cohérence du plan dont les objectifs sont fréquemment modifiés.

Dès 1928, Boukharine faisait mention de ce trait particulier, et il tournait en dérision le fait que l'on puisse planifier un certain nombre de maisons sans disposer de la quantité de briques correspondante. Un plan, écrivait-il, doit tenir compte des poutres et du fer en termes réels et non mythiques⁸.

Autrement dit, le décideur économique doit baser ses calculs sur les contraintes réelles de la vie économique, ne faisant pas intervenir ses options idéologiques.

Malheureusement, ce n'est pas le cas. La propriété collective des moyens de production et des ressources productives font reculer artificiellement leur rareté, et ainsi les planificateurs les traitent comme si elles étaient des biens libres.

La fonction-objectif agrégée peut ainsi obtenir sa valeur qui la maximise, maximisation qui s'effectue sans contraintes.

Toutefois, cette maximisation dans la vie économique est non opérationnelle. Au fur et à mesure que les contraintes apparaissent, elles modifient les objectifs partiels, retenus dans la fonction-objectif agrégée.

Par conséquent, lors de l'exécution du plan, résulte une série de déséquilibres qui compromettent sa réalisation. Ces déséquilibres portent atteinte aux agents économiques, qui se voient forcés de procéder à des actions qui tendent à enrayer ces déséquilibres sans pour autant pouvoir les éliminer entièrement.

En dépit du changement du mode de propriété, les ressources productives restent des biens relativement rares, et par conséquent leur gestion rationnelle nécessite le recul de l'idéologie, de sorte que les planificateurs puissent formuler leurs choix en fonction des critères d'ordre économique. En suivant l'analyse pénétrante des économistes, défenseurs de la politique de restructuration, il s'agit de surmonter l'idée encore enracinée selon laquelle l'utilisation gratuite des ressources productives est un attribut du socialisme⁹.

La gratuité n'est jamais gratuite; la conséquence directe d'une gestion qui ne tient pas compte de ce principe trivial et concis ne peut que porter atteinte à la modernisation de l'économie soviétique.

8. M. Lewin, "N. I. Boukharine: ses idées sur la planification économique et leur actualité", *Cahiers du Monde Russe et Soviétique*, Vol. XV, 1974.

9. *Ibid.*, page 75.

2. La fonction des prix socialistes

La non prise en compte de la rareté relative des ressources productives débouche sur la passivité des prix. Les prix qui de ce fait ne reflètent plus les tensions qui se développent dans l'économie ne sont déterminés ni par l'évolution des coûts (côté de l'offre), ni par les préférences des consommateurs (côté de la demande).

Ainsi consommateurs et producteurs se trouvent désorientés et la liaison entre eux s'effectue par une série d'injonctions administratives qui occupent la place laissée par l'arrêt du contrôle de l'économie par des prix effectifs. La plupart des biens et des services produits sont fournis dans l'économie soviétique au x prix non effectifs, provoquant la formation d'un excès de demande qui se dirige soit vers des canaux non officiels où les prix sont plus effectifs et l'excès de demande moins important¹⁰.

Les prix ne sont pas effectifs, puisque malgré l'excès de demande qui se forme, laissant entendre une élasticité non négative, l'offre reste inélastique sous forme de courbe verticale sur l'axe des quantités offertes par les réseaux officiels.

Le déséquilibre qui s'établit entre un système des prix inertes, et un excès de demande issu d'une offre déficitaire, débouche sur l'apparition des phénomènes de pénurie bien connus dans l'économie soviétique. Ces phénomènes touchent aussi bien les consommateurs et les unités productives.

La non effectivité d'un système des prix qui ne tient compte ni du degré de déficit des produits ni de celui des ressources productives, est le résultat des subventions que le budget d'Etat verse aux entreprises, afin que celles-ci pratiquent des prix fixés au-dessous du coût réel.

Grâce à cette politique, les prix restent remarquablement stables, ce qui n'empêche pas par ailleurs la propagation de déséquilibres tant micro-économiques que macro-économiques.

Les subventions que reçoivent les biens de consommation comme le pain, la viande ou le lait constituent un élément d'une économie gaspilleuse et dépensière perpétuant la mauvaise gestion économique.

Aganbeguian souligne que les subventions que l'Etat accorde à la production du mazout font que son utilisation dans nombreuses régions est plus avantageuse que celle de la huile. Le résultat de cette politique est frappant; la consommation de mazout en URSS est de l'ordre de 200 millions de tonnes,

10. Ces canaux forment un ensemble hétérogène qui constitue le champ privilégié de l'économie souterraine.

alors que sa consommation aux Etats-Unis a baissé jusqu'à 50 millions de tonnes¹¹.

Les subventions faussent les prix, et mettent les planificateurs et les responsables d'entreprises dans la quasi-impossibilité de prendre de décisions objectives.

Un économiste soviétique lors d'un entretien concernant les prix et leur formation a constaté ceci : aujourd'hui nous ne savons pratiquement pas ce que coûte à notre société la production de tel ou tel produit¹². La perversion du système des prix qui a été pratiqué, a débouché sur l'efficacité moindre des processus économiques¹³.

La réforme du système des prix constitue par conséquent la pierre angulaire de la restructuration de la nouvelle gestion soviétique. Or, les efforts du nouveau pouvoir doivent se concentrer sur leur réactivation. De simples unités comptables qui facilitent l'agrégation du plan, ils doivent devenir un instrument susceptible d'influencer les décideurs économiques dans la formulation de leurs choix alternatifs. Tâche sans doute difficile à réaliser si l'on s'en tient à la stabilité du niveau des prix que le système centralisé vante comme étant une de ses vertus. En effet, il y a des prix qui sont restés remarquablement stables depuis une longue date.

A titre d'exemple, citons le prix du loyer qui sans importantes modifications, est le même que celui qui était en vigueur en 1928. N'empêche que cette stabilité est source de graves déséquilibres dans le secteur du logement. La demande insatisfaite qui dépasse constamment l'offre, se traduit par la formation des files d'attente à caractère non observable pour l'obtention d'un logement qui très souvent est dépourvu de tout confort.

Quant aux prix des produits alimentaires vendus dans les magasins d'Etat, l'indice de ces prix est passé de 100 en 1960 à 109 en 1985. Sur la même période, mais cette fois dans le marché kolkhozien, l'indice en 1985 était 154¹⁴.

La différence entre les deux indices s'explique par le fait que dans le marché kolkhozien les prix sont 2-2,7 fois plus élevés que les prix pratiqués

11. *Ibid.*, page 34.

12. V. Kvint, A. Deryabin, Y. Kashin, V. Efremov, "Τιμές και διαμόρφωση τιμών στην ΕΣΣΔ" [Les prix et leur formation en URSS], *Επιστημονική Σκέψη [La pensée scientifique]*, 1988, Vol. 37, Athènes.

13. M. Nasilowski, "Le socialisme : système de gestion, rationalité économique et objectifs sociaux", *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, Vol. 18, 1987.

14. G. Duchêne, *L'économie de l'URSS*, Editions Le Découverte (Collection "Références"), page 51.

dans les magasins d'Etat, ce qui laisse supposer que les prix y sont plus effectifs et la tension pénurique plus faible.

3. *L'absence de concurrence*

La monopolisation idéologique de l'Etat soviétique s'accompagne dans la sphère économique du phénomène de l'absence de concurrence parmi les producteurs.

Outre la domination par l'état-monopole sur la superstructure du système, il y a aussi un contrôle qui s'exerce par les organes de planification sur les producteurs, et par ce biais sur l'offre.

L'emprise et le contrôle serré de l'Etat sur les producteurs engendrent chez eux un sentiment de sécurité. L'écoulement de la production s'effectue sans difficultés dans la mesure où la demande dépasse l'offre. Dès lors, le centre de gravité de la concurrence se déplace et il se situe parmi les consommateurs. Ce sont eux qui font la queue pour obtenir un bien ou un service et non pas les producteurs.

Cette particularité semble revenir très souvent dans les analyses des économistes réformateurs.

C'est ainsi que Abalkine écrit à ce propos que plusieurs conséquences négatives du monopole sont dues à la situation exceptionnelle de certains producteurs, lorsque les consommateurs ne peuvent ni comparer, ni choisir leurs achats.

Il faudra faire en sorte que le consommateur puisse choisir parmi les fournisseurs (vendeurs)¹⁵.

En outre le maître à penser de la restructuration, Aganbeguian, écrit qu'il faut passer d'une économie de pénurie où le producteur exerce son diktat sur le consommateur, à une production sociale, orientée vers la satisfaction des besoins sociaux fonctionnant à la demande des consommateurs¹⁶.

Cette modification nécessite des changements importants aussi bien dans l'emploi des instruments économiques que dans les comportements des agents du système productif. En un mot, il est absolument nécessaire de passer d'un schéma de gestion exercée par des instruments peu performants, à une nouvelle gestion qui puisse rendre compte de la complexité d'organisation de l'économie soviétique contemporaine. A condition que cette modification se réalise,

15. *Ibid.*, page 51.

16. A. Aganbeguian, *Perestroika: le double défi soviétique*, page 37.

La concurrence sera stimulée, et les consommateurs ne dépendront plus des producteurs groupés en une organisation monopolistique.

Il en découlera une diminution de l'excès de demande, diminution suivie d'une stimulation de l'offre qui de ce fait deviendra plus souple, apte à capter les changements des goûts des consommateurs.

Il est bien évident que tant que les causes qui facilitent la permanence des conditions monopolistiques persisteront, il y aura des phénomènes qui conduiront à l'entretien de l'inefficacité.

A ce propos, l'économiste Sik souligne qu'élimination totale du marché et monopolisation d'Etat absolu développent jusqu'à l'absurde la pratique des décisions de production monopolistique, et conduisent à des pertes d'efficacité d'une ampleur sans précédent¹⁷.

Afin que la restructuration puisse avoir des résultats concrets, il va falloir que l'économie soviétique modifie sa structure en effectuant un passage réussi et sans heurts d'une économie en état de "suction" à une économie en état de "pression"¹⁸.

Pour l'instant, ceci n'est pas le cas. Les récentes grèves des mineurs¹⁹ ont démontré que des carences substantielles dans l'approvisionnement en denrées alimentaires existent bel et bien, et rien n'a été fait pour les supprimer. Même à Moscou où il y a un meilleur approvisionnement, l'année dernière des pénuries de viande, de lait, de beurre, de sucre et d'allumettes ont fait leur apparition. Des économistes haussant la voix remarquent que si ces pénuries continuent à subsister, bientôt les magasins seront vides et le commerce cessera d'avoir lieu²⁰.

Perspective bien sombre, qui en même temps aurait sonné le fin de la politique de restructuration, jugée responsable des mauvais résultats obtenus,

4. La dépendance de l'entreprise

L'ingérence des organes de planification dans la vie économique de l'entreprise a eu comme résultat l'indépendance des revenus de leur propre

17. O. Sik, *Idem*, page 176.

18. Terminologie développée par J. Kornai, "Pressure and suction on the market", dans l'ouvrage de J. Thornton, *Economic analysis of the soviet system*, page 191.

19. Pendant les premiers six mois de l'année 1989, les grèves et les divers problèmes régionaux ont causé une perte de production de l'ordre de 200 millions de roubles. Par ailleurs, le produit national n'a augmenté que de 5% contre 6%, objectif officiel pour 1989.

20. *Η Καθημερινή* [Le quotidien], journal grec du 27.7.1989.

activité productive. L'entreprise perd ainsi son autonomie de décision et de choix. En contrepartie, l'Etat se porte garant de son existence dans le cas où l'unité enregistrerait des pertes, soit à cause de la volonté délibérée du planificateur, soit à cause du refus des unités-acheteurs d'absorber une production très souvent défectueuse et de mauvaise qualité.

Quels que soient les degrés de liberté que les organes accordent à l'entreprise, elle opère dans un univers de "dépendance duale"²¹. D'une part, elle dépend verticalement d'une bureaucratie pléthorique, d'autre part elle dépend horizontalement d'autres entreprises.

Cette double dépendance dans un climat de pénurie, conservé par le maintien du rationnement des biens de production (approvisionnement matériel et technique) supprime à l'entreprise la possibilité de maîtriser efficacement son processus productif. Il en résulte ainsi le phénomène de "déresponsabilisation"²²; l'entreprise étant soumise aux aléas d'approvisionnement et aux priorités du centre de planification, ne fait aucun effort substantiel pour améliorer sa production, d'autant plus que la nature monopolistique de l'économie assure son écoulement.

La politique de restructuration doit s'appuyer sur des mesures qui vont rendre le contrôle aux entreprises. L'Etat doit alors ne plus éponger les dettes des entreprises non rentables, condition capitale d'une gestion économique rationnelle. Si cette mesure était appliquée, 20 à 30 mines du Donbass et du Kouzbass seraient amenées à être fermées. Leur activité du point de vue de son efficacité économique ne peut être justifiée par aucun argument raisonnable²³.

Il s'agit alors de renverser la tendance qui a engendré l'absence d'intérêt à accroître la production et à économiser les ressources matérielles, le parasitisme et l'irresponsabilité, le désir de travailler selon le principe "donner moins, prendre plus".

Objectif nullement facile après tant d'années d'accoutumance de l'entreprise soviétique au paternalisme d'Etat, caractéristique bien enracinée dans l'histoire de l'économie soviétique.

Le nouveau pouvoir devra donner une réponse réaliste aux problèmes structurels de l'économie du pays, tout en gardant à l'esprit les principes de base d'une économie planifiée. De cette double tâche résulte une forte con-

21. J. Kornai, "The Hungarian reform process: visions, hopes, and reality", *Journal of economic literature*, Vol. XXIV, Dec. 1986, page 1694.

22. Ce phénomène explique en partie la mauvaise qualité de la production.

23. *Ibid.*, page 23.

tradition qui à son tour affecte des réformes conçues initialement. Les interventions correctrices qui s'ensuivent tendent à limiter les bouleversements que l'introduction des réformes a apportés. Les conflits larvés ou déclarés prouvent que le système résiste à toute forme d'innovation.

Dynamisation ou stagnation? Personne ne peut affirmer avec fermeté le résultat final d'un conflit passionnant au cours duquel les forces conservatrices et les forces réformatrices s'opposent avec acharnement.

II. LES CARENCES DU PLAN SOCIALISTE

Les processus spontanés qui se développent à l'intérieur d'une économie décentralisée sont régulés par le mécanisme du marché dont le fonctionnement est basé sur un système des prix actifs. C'est le marché qui s'occupe des microajustements nécessaires entre l'offre et la demande. En même temps, le macrocontrôle procure les anticorps requis contre des phénomènes cumulatifs qui viendraient perturber l'économie.

Dans une économie centralement planifiée comme celle de l'Union Soviétique, cette dualité disparaît. Les activités de nature microéconomique sont déterminées par une procédure macroéconomique sous forme d'objectifs à atteindre par les participants au processus productif: entreprises, agents gouvernementaux et employés²⁴.

Au cours de cette procédure, les seules relations qui devraient subsister seraient les relations verticales liant les organes de planification, aux agents périphériques.

Il n'en reste pas moins que la gestion d'une économie complexe, quel que soit le régime de propriété des moyens de production, nécessite le déploiement des relations horizontales, et ceci, en dépit des premières approches de la théorie de planification.

Il en résulte une relative autonomie d'action des acteurs économiques, et par conséquent l'emprise de l'idéologie sur la sphère de gestion économique s'amointrit.

Cette autonomie qui facilite le fonctionnement de l'économie, constitue en même temps une contrainte aux mesures de restructuration.

Autrement dit, ladite autonomie d'un côté aide à la gestion extrêmement lourde de l'économie planifiée, et de l'autre côté empêche que les tentatives de réformes aient les résultats escomptés.

24. V. Holesovsky, *Economic systems: analysis and comparison*, page 200.

La notion de planification sous-entend une harmonie, qui se traduit par une correspondance parfaite entre les intérêts du centre planificateur, est les intérêts des agents périphériques. Le plan socialiste est de ce fait considéré comme l'instrument de convergence et de parfaite coordination, contrairement au marché, lié à un mode de régulation chaotique et inefficace, et source de gaspillages et de conflits. Or, l'introduction du plan était censée enrayer les disfonctionnements issus de la présence du marché. En outre, l'allocation centralisée des ressources productives suivant les objectifs du plan aurait permis l'expansion continue de la production qui serait en mesure d'équilibrer la demande effective avec l'offre du système.

La pratique de la planification en Union Soviétique montre que le plan est inapte à faire converger les intérêts individuels vers l'intérêt collectif émanant des aspirations du Parti. Cette divergence ne fait que prouver qu'une économie planifiée n'est plus harmonieusement coordonnée comme la théorie le prétendait, et par conséquent la gestion micro et macroéconomique se trouve affectée.

La gestion macroéconomique qui devrait normalement enrayer les erreurs commises par la gestion microéconomique n'est guère capable de fournir des solutions efficaces contre les phénomènes cumulatifs²⁵. Ainsi les carences du plan se situent aussi bien au niveau microéconomique, qu'au niveau macroéconomique, alimentant les forces d'inefficacité du système, inefficacité débouchant sur un déséquilibre planifié en dépit de l'équilibre fictif du plan. C'est ainsi par exemple que la hausse de productivité prévue par les planificateurs, n'est pas en grande partie réalisée, ou encore l'exécution des plans dans le domaine de l'investissement représente chaque année un énorme retard.

Par conséquent, le plan demeure un instrument peu performant, n'étant en mesure ni de procéder à une allocation efficace des ressources productives, ni de faire converger les intérêts individuels vers l'intérêt collectif malgré la disparition du marché.

1. Au niveau de la gestion microéconomique

La concrétisation des objectifs du Parti se réalisera par la construction des balances matières dont le but consiste à établir un équilibre entre les emplois et les ressources productives. Les objectifs ainsi agrégés s'acheminent vers les unités productives à travers les "chiffres de contrôle".

25. Un tel phénomène est la pénurie, traité dans notre thèse: M. Analytis, "La planification de la pénurie: essai sur la fonctionnement d'une économie centralement planifiée", Poitiers, Mars 1987.

L'unité productive doit alors comparer ces chiffres à son potentiel productif et ensuite construire une liste avec les inputs qu'elle va utiliser pendant l'année planifiée.

La proportion exacte de chaque input dans son output final est fournie par une série de normes spécifiées par les organes compétents.

La multiplication de l'output avec la norme de l'input procure à l'unité la quantité de l'input nécessaire dont elle aura besoin afin d'exécuter son plan de production.

Etant donné que le bureau de planification compile des plans dits tendus pour obtenir de la part des unités un effet mobilisateur, ces dernières répondent à ce défi en sollicitant davantage d'inputs.

En même temps, le planificateur connaissant ce comportement qui se traduit par la formation des stocks occultes, envoie aux unités des plans tendus visant à la diminution de ces stocks.

Or, l'inefficacité que le plan suscite, à ce niveau de gestion provient du fait que le centre planificateur essaie d'obtenir une maximisation de ses objectifs, pendant que les unités productives tendent à minimiser leurs tâches. Il en résulte une série d'ajustements et d'arbitrages dont les effets négatifs portent atteinte à la vie de l'entreprise. Signalons en outre que les unités productives sont tenues de préparer leurs commandes avant même d'avoir appris leurs plans de production. Par conséquent, leurs besoins sont définis à tâtons et avec une grande marge de réserve.

Les ajustements ultérieurs posent de sérieux problèmes et de ce fait les entreprises constituent leurs propres stocks de sécurité. Ce faisant, elles contribuent à l'intensification des tensions pénuriques, puisqu'elles soustraient de l'économie des ressources productives.

Les unités qui se voient privées de ces ressources risquent de ne pas exécuter leur plan de production et de perdre ainsi la bienveillance de leur organisme de tutelle²⁶.

Pour faire face au déficit des ressources, ces unités productives doivent chercher des solutions, puisque malgré tout elles sont tenues à exécuter leurs plans en dépit de la pénurie de ressources à laquelle elles sont soumises.

Très souvent, la réponse est fournie par l'économie non-officielle qui livre les unités en état de manque.

Il va sans dire que le produit de cette livraison hors plan n'est pas légal

26. Cette situation n'est pas imaginable dans le cas où les entreprises bénéficient de l'appui du Parti. Il s'agit des entreprises dites prioritaires, comme celles appartenant au secteur militaire.

au sens juridique du terme. Il s'agit des biens volés et extorqués à l'économie officielle, qui sont ensuite destinés aux formes de distribution illégale.

Force est de constater que la qualité des biens fournis par des réseaux non officiels est médiocre, situation qui compromet les aspects qualitatifs du Plan; bien que le déficit soit comblé de cette façon, les normes de qualité prévues par le Plan ne sont pas respectées. Ainsi le produit final des unités déficitaires sera défectueux avec des conséquences sur d'autres entreprises qui utiliseront ce produit. Il n'est pas rare que les entreprises à l'intérieur de leur structure montent des ateliers pour réparer cette production défectueuse. Ainsi une deuxième usine se constitue, de nature "cachée", qui fonctionne parallèlement à l'usine officielle.

Parfois les plans de production des unités périphériques sont modifiés à la hausse pendant leur exécution, sans qu'il y ait une allocation supplémentaire d'inputs. Une fois encore les unités concernées font appel aux réseaux illégaux qui les aident à trouver ce qui manque.

La désagrégation du plan engendre des phénomènes qui contredisent la logique officielle de la planification. Par conséquent, l'harmonisation entre les intérêts individuels et l'intérêt collectif n'est plus possible.

L'immobilisation des ressources productives sous forme de stock occultes, l'augmentation des tensions pénuriques à la périphérie de l'économie, la prolifération des résultats illégaux et la mauvaise qualité de la production fournie par les unités sont les résultats des carences du plan au niveau de la gestion microéconomique, carences qui facilitent la propagation de l'inefficacité.

2. Au niveau de la gestion macroéconomique

La gestion microéconomique telle qu'elle est pratiquée par les unités périphériques influence la gestion macroéconomique.

La correction des déséquilibres provoqués par les entreprises n'est plus efficace puisque l'information qui émane de la périphérie est erronée. Sur cette information, le planificateur doit se baser pour calculer un plan efficient. Etant donné qu'il s'agit d'une information imparfaite, le plan ainsi compilé ne sera pas en mesure d'enrayer les déséquilibres de la gestion microéconomique; bien au contraire, il les accentuera²⁷.

27. Si ces déséquilibres sont excessifs compromettant l'exécution du plan, il y aura l'introduction des priorités ex post.

Le choix d'un plan tendu est le résultat d'un mauvais dialogue entre le centre et la périphérie du système. Ce choix dans un environnement où les ressources productives sont pleinement utilisées ne peut qu'affecter l'investissement.

C'est ainsi qu'apparaissent les rendements décroissants sous forme de chantiers inachevés, dispersion des investissements, et allongement de la durée de la construction des nouvelles usines.

Il est bien évident que le sur-échauffement que l'exécution du plan tendu provoque, doit être maîtrisé. Ceci est réalisé par l'introduction des priorités qui divisent les unités productives. En règle générale, les unités prioritaires répondent mieux aux objectifs planifiés par rapport aux unités non prioritaires.

N'empêche que la gestion par les priorités peut affecter les unités prioritaires. Même si l'unité est considérée comme telle, il y aura des goulots d'étranglement à caractère cumulatif, puisque cette unité entre en contact avec des unités non prioritaires qui se voient réduire l'allocation d'inputs. Par conséquent, le choix d'un plan tendu conduit à la diversification des unités productives, diversification qui tend à pallier une série de déséquilibres que le plan, en termes agrégés, n'est pas apte à signaler.

Le choix d'un plan tendu s'explique par les faits suivants :

Il y a sans doute une tendance au surinvestissement qui s'est forgée tout au long de l'installation du régime socialiste soviétique. A cet égard, les remarques de Boukharine portant sur le gaspillage des ressources, du fait d'un sur-investissement, en portent la preuve : même aujourd'hui l'économie soviétique souffre de ce mal structurel qui empêche la rationalisation de la base productive de son économie.

Or, derrière le plan dit tendu se dissimule la tendance au surinvestissement, inhérent au mode de développement de l'Union Soviétique.

Outre cette raison, la tension du plan constitue un outil efficace aux mains du planificateur qui l'utilise en vue de mobiliser les réserves cachées des unités.

Ainsi le plan tendu peut avoir simultanément aussi bien des effets négatifs que des effets positifs, mais pour une relativement courte période. A long terme, les effets négatifs l'emporteront, affectant le dynamisme de l'économie.

Signalons que la tension est constamment approvisionnée par le comportement expansionniste des organes de tutelle qui plaident pour davantage de ressources productives.

La conclusion que l'on peut tirer de l'analyse que nous avons exposée est la suivante : le plan socialiste n'est pas en mesure d'harmoniser la gestion micro et macroéconomique. Des carences apparaissent sur ces deux niveaux

de gestion, faisant propager l'inefficacité sous sa forme socialiste.

Par conséquent, l'éventuelle dynamisation de l'économie soviétique doit nécessairement passer par des mesures qui toucheront aux fondements même de la gestion économique par le plan.

Jusqu'à aujourd'hui, les mesures prises ne les ont pas modifiés. Les déséquilibres entre l'offre et la demande se traduisant par la formation des files d'attente et par la distribution des biens de consommation avec des coupons prouvent la timidité des réformes entreprises.

Une éventuelle crise économique semblable à celle de la Pologne des années 1980, pourrait s'avérer cruciale pour la continuité de la politique de restructuration, qui semble traverser une période extrêmement difficile.

III. LES RÉSULTATS DE LA NOUVELLE GESTION SOVIÉTIQUE

Il est vrai que la politique de restructuration entreprise depuis 1985 en Union Soviétique est mieux accueillie par les Occidentaux, que par les citoyens soviétiques eux-mêmes.

En Europe de l'Ouest, Gorbatchev est très souvent ovationné, en même temps qu'à l'intérieur du pays il est considéré comme étant le responsable de la baisse du niveau de vie de la population, baisse qui est devenue perceptible par l'apparition des pénuries qui n'ont jamais existé pendant le règne de Brejnev. Quelques observateurs considèrent en outre que leur ampleur rappelle les périodes de guerre.

Dans un climat économique défavorable aggravé par un taux d'inflation qui selon les estimations des économistes soviétiques indépendants, varie de 8 à 12%, il n'est pas étonnant que les grèves de mineurs aient éclaté pendant l'été.

Les effets directs de ces grèves ne se sont pas faits sentir, puisque pendant cette période de l'année, la demande d'énergie reste assez basse. Il n'en reste pas moins que le taux de croissance de l'économie soviétique a chuté de moitié en un an, ce qui se traduit par une baisse de l'ordre de 2,4% pendant les neuf mois de l'année, tandis que pour la même période en 1988, ce taux était de 4,7%.

Cette baisse spectaculaire a affecté en premier lieu le secteur produisant des produits de consommation dont l'acheminement suscite de sérieux obstacles, dûs à la désorganisation des transports. Hormis les produits alimentaires qui font largement défaut, des articles comme les chaussures d'hiver et les couvertures deviennent des produits rares et par conséquent de longues files d'attente se forment.

Or, l'amélioration du niveau de vie, objectif prioritaire de la politique de restructuration n'a pas été atteint.

Selon les estimations de la C.I.A., la consommation par tête avait baissé en 1986 de 1,5%, tandis qu'elle a sensiblement augmenté en 1987 et en 1988. Malgré l'augmentation des salaires, il n'y a pas eu d'augmentation équivalente de la productivité, ce qui se traduit par une augmentation des pressions inflationnistes, alimentées aussi par une demande effective excédentaire (l'offre se trouvant constamment en retard).

Remarquons que pendant les six premiers mois, l'augmentation moyenne des salaires était de 10%, tandis que la productivité n'avait augmenté que de 2,7%²⁸: fait alarmant pour l'économie soviétique, qui prouve que le consommateur se trouve dans le désarroi, n'étant pas en mesure de dépenser son revenu en vue d'acquérir des biens de consommation. D'après des sources officielles, les consommateurs dépensent un cinquième de leur revenu, et le reste se trouve soit stérilisé dans les caisses d'épargne, soit absorbé par l'augmentation des prix cachée ou déclarée. Trois cent milliards de roubles sont placés dans les banques soviétiques sous forme d'épargne forcée. De surcroît, les Soviétiques détiennent chez eux quatre vingt dix milliards de roubles.

Il n'est pas étonnant alors que pendant les neuf derniers mois, la vitesse de la circulation de la monnaie se soit accrue de 17,3%, en même temps que la production ait augmenté de 2,2% et les salaires de 10%.

L'Union Soviétique pour les trois prochaines années a besoin de 30 milliards de dollars malgré la dette extérieure du pays qui s'élève à 40 milliards de dollars; sinon la crise et le chaos s'ensuivront d'après une déclaration solennelle de l'économiste soviétique Smelev, lors de la visite de Gorbatchev à Paris. "Je suis très sceptique, dit-il; si nous survivons pendant cette période, nous aurons gagné"²⁹.

Cette déclaration rejoint la position pessimiste du professeur Tikhonov, spécialiste des problèmes agricoles.

Il fait remarquer que si des mesures radicales ne sont pas prises dans l'agriculture³⁰, l'URSS prochainement devra faire face à une disette, puisqu'il n'y aura pas de devises pour importer des produits de l'étranger, et soutenir ainsi le processus de restructuration.

28. Journal économique grec *Εξπρές*, du 30.7.1989.

29. Journal grec *Η Καθημερινή* [Le quotidien], du 4.7.1989.

30. Il ne serait pas exagéré de remarquer que la perestroïka ne réussira guère, tant qu'il n'y aura pas de mesures pour améliorer les rendements du secteur agricole, qui demeure imperméable aux tentatives de restructuration.

En effet, quand le baril de pétrole valait à l'époque 30 dollars, les recettes de la vente des produits pétroliers étaient de l'ordre de 180 milliards de dollars. Pendant la même période, l'exportation de ces produits représentait 40% des exportations totales du pays. Suite à la baisse des cours mondiaux du pétrole (contre-choc pétrolier), l'URSS s'est vue tarir une source des devises importante pour financer ses importations.

C'est pour cette raison qu'en 1986, les importations étaient de l'ordre de 62,6 milliards de roubles, en 1987 60,8 milliards de roubles, et en 1988 une hausse de 65 milliards de roubles a été enregistrée, sans toutefois atteindre le niveau de 1985 (69,1 milliards de roubles).

La situation économique devient encore plus difficile à gérer si l'on s'en tient à l'endettement du pays qui s'est doublé en cinq ans. De 20,8 milliards de dollars, il est passé à 40,0 milliards de dollars. Les efforts que Gorbatchev a entrepris depuis 1984 ne se sont pas avérés fructueux. Il est bien évident qu'il n'a pas pu stabiliser l'économie soviétique, qui continue à souffrir de ses maux héréditaires.

Actuellement, le danger de l'arrêt de la politique de restructuration provient, nous semble-t-il, non pas des facteurs politiques, mais plutôt des mauvais résultats en matière économique.

Si le système n'est pas apte à fournir aux consommateurs un marché suffisamment bien approvisionné, le processus de restructuration s'estompera, et il tombera en désuétude. A ce moment, un retour en arrière est toujours envisageable.

Il ressort d'un dernier sondage effectué en Union Soviétique que les citoyens sont très pessimistes quant à la poursuite de la perestroïka³¹. 90% des personnes interrogées considèrent que l'état actuel de l'économie est critique, et ils croient qu'il n'y aura pas d'améliorations spectaculaires pour les 10 prochaines années. Le malaise profond de l'économie du pays, comme celui-ci s'esquisse dans le sondage, témoigne des difficultés que la restructuration rencontre actuellement. Nous pensons que, prioritairement, le système doit essayer de satisfaire le consommateur, de sorte que celui-ci, puisse exercer sa "dictature", expression très significative d'Aganbeguian, défenseur inconditionnel de l'introduction des mécanismes du marché³².

Personne parmi les économistes réformateurs ne nie le fait que l'introduction du marché ne s'effectuera pas sans difficultés et sans frictions. Il y aura cer-

31. Journal économique grec *Εξπρές*, du 19.11.1989.

32. Entretien avec le journal grec *Καθημερινή* lors de sa visite en Grèce pour assister au colloque de "International Economic Association" tenu à Athènes le 28.8.1989-1.9.1989.

tainement un coût élevé mais très probablement l'économie deviendra plus efficace. Reste à savoir si le citoyen soviétique acceptera de sacrifier une série de garanties que le système socialiste lui offre en échange d'un approvisionnement continu sans ruptures, et sans atteinte. L'Union Soviétique s'est toujours vantée de donner aux travailleurs une sécurité totale de l'emploi. En même temps, la politique de restructuration économique demande la fermeture des entreprises inefficaces, et on parle de supprimer 16 millions d'emplois d'ici l'an 2000.

A court terme, le système doit impérativement satisfaire le consommateur frustré, qui se comporte comme s'il était confronté à une économie en état de guerre; pénuries, marché noir, et dépréciation du rouble. En dépit de l'endettement du pays, l'importation des biens de consommation constitue une solution pour soutenir la participation du facteur humain à la restructuration.

A partir du moment où les files d'attente s'allongent devant les magasins vides, le pouvoir en place peut jouer la carte de l'endettement d'autant plus facilement que les réserves d'or soviétique s'élèvent selon certaines estimations à 28 milliards de dollars, sans compter les placements soviétiques dans les banques occidentales, qui sont de l'ordre de 15 milliards de dollars.

L'importation des produits de consommation pourrait avoir des effets directs sur l'inflation en réduisant l'argent disponible que les Soviétiques détiennent. Il y aurait en outre une augmentation des recettes de l'Etat, réduisant ainsi le déficit budgétaire qui selon certaines estimations, atteindrait 13% du P.I.B. Face à un tel déficit, la "planche à billets" se met à fonctionner, phénomène qui a ses répercussions sur l'offre de monnaie alimentant l'inflation renforcé par la demande excédentaire. La nouvelle gestion soviétique n'a pas été en mesure de porter atteinte à l'ensemble des relations qui s'établissent entre: demande insatisfaite-déficit budgétaire-crédit monétaire. Au contraire, elle en a renforcé les liens, situation qui a amplifié les déséquilibres au sein de l'économie.

Si à court terme, le mécontentement des consommateurs peut être maîtrisé par l'importation des biens de consommation à long terme, ceci n'est pas une solution viable. La satisfaction des consommateurs doit provenir des forces internes de l'économie soviétique; autrement dit par un changement d'orientation de ses fin productives, et par une modification radicale de son mode de gestion, sans oublier le comportement des agents économiques.

Si les objectifs de la restructuration se réalisent dans l'espace de 5 à 7 ans, suivant l'hypothèse de l'économiste Abalkine, il n'y aura plus de pénuries et le système fonctionnera mieux. Pour y parvenir, un programme de longue haleine doit être appliqué, programme dont Abalkine a esquissé les lignes

directrices, lors d'un congrès tenu à Moscou le mois de novembre 1989; l'avenir de la perestroïka était à l'ordre du jour ainsi que la dynamisation de l'économie du pays, par la mise en place des réformes qui vont s'étaler sur cinq ans. Ce qui ressort de ce programme, c'est qu'au fur et à mesure, l'économie doit s'orienter vers l'introduction des mécanismes du marché et vers la libéralisation de l'emprise du plan.

De 1985 jusqu'à aujourd'hui la nouvelle gestion soviétique n'a pas pu souffler à l'économie l'énergie nécessaire pour faire face à l'ornière. Par contre, pendant cette période, l'image du pays à l'étranger s'est considérablement améliorée, grâce aux efforts opiniâtres de Gorbatchev lui-même. Actuellement, l'économie soviétique semble traverser une crise, qui n'est pas prête à être endiguée si des mesures radicales ne sont pas prises.

L'Europe de l'Ouest peut soutenir la politique de restructuration, et aider ainsi Gorbatchev. Simultanément, cette aide doit être accompagnée d'un assainissement de l'économie, qui reste l'objectif primordial.

Tout dépendra de l'application du "plan Abalikhine" qui semble fournir une réponse réaliste aux maux de l'économie soviétique, mais qui rejoint de plus en plus les principes de gestion d'une économie de type occidental. Qui l'emportera à la fin? L'idéologie ou le réalisme? La réponse à cette question demeure incertaine.

En guise de conclusion, risquons une prévision: la nouvelle année 1990 s'annonce extrêmement difficile pour l'économie de l'URSS qui semble être paralysée après quatre ans de perestroïka. Le plan Abalkine "se présente comme la systématisation de la politique de restructuration, qui auparavant n'avait pas d'objectifs bien déterminés.

Nous pensons que les réformes inscrites dans ce plan constituent un pas en avant dans la poursuite de la perestroïka, et sont la seule alternative sérieuse à l'impasse actuelle de la nouvelle gestion soviétique.

IV. RÉSUMÉ

Depuis la mise en place de la politique de la restructuration en URSS, rien ne laisse supposer que ses objectifs initialement esquissés ont été atteints quatre ans après. Au-delà de la personnalité de Gorbatchev, une série de contraintes inhérentes au système empêche la dynamisation de l'économie soviétique.

Dans le présent article, nous essayons une approche de la nouvelle gestion, à travers une présentation des problèmes chroniques de son économie, problèmes dont la persistance restreint les possibilités de voir le pays effectuer un passage réussi à une économie orientée vers la satisfaction du consommateur.

Centre Hellénique de Productivité (ELKEPA)

BIBLIOGRAPHIE

A. Ouvrages

- A. Aganbeguian, *Perestroika: le double défi soviétique*, Economica 1987.
- G. Duchene, *L'économie de l'URSS*, éditions la découverte Collection "Repères", 1987.
- V. Holesovsky, *Economic systems: analysis and comparison*, Mc Graw-Hill Book Company, 1977.
- J. Kornai, "Pressure and suction on the market", dans l'ouvrage de J. Thornton, *Economic analysis of the soviet system*, Cambridge university press, 1976.
- O. Sik, *Pour une troisième voie*, PUF, 1978.

B. Articles

- M. Analytis, "Les réformes de Gorbatchev: un conflit larvé entre le centre et la périphérie" *Annuaire de l'Ecole des Hautes Etudes Industrielles*, Thessalonique 1989.
- M. Ellman, "La situation macro-économique en URSS: rétrospective et perspective", *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 1985.
- J. Kornai, "The Hugarian reform process: visions, hopes, and reality", *Journal of economic litterature*, Vol. XXIV, Dec. 1986.
- V. Kvint, A. Deryabin, Y. Kashin, V. Efremov, "Τιμές και διαμόρφωση τιμών στην ΕΣΣΔ" [Les prix et leur formation en URSS], *Επιστημονική σκέψη [La pensée scientifique]*, 1988, V. 37, Athènes.
- M. Lewin, "N. I. Boukharine: ses idées sur la planification économique et leur actualité" *Cahiers du Monde Russe et Soviétique*, Vol. XV, 1974.
- M. Nasilowski, "Le socialisme: système de gestion, rationalité économique et objectifs sociaux", *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, Vol. 18. 1987.

C. Journaux

Εξπρές

Καθημερινή